

HUGON, Philippe. *L'économie de l'Afrique*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Repères, no. 117 » 1993, 128p.

Hélène Pellerin

Volume 25, numéro 2, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703329ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703329ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pellerin, H. (1994). Compte rendu de [HUGON, Philippe. *L'économie de l'Afrique*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Repères, no. 117 » 1993, 128p.]. *Études internationales*, 25(2), 367–369. <https://doi.org/10.7202/703329ar>

nomies et les sociétés des trois pays de l'ALENA.

Dans la cinquième partie nous trouvons des chapitres sur l'industrie automobile d'Amérique du Nord, le processus de l'intégration de cette industrie au continent, le pétrole et les conséquences de l'ALENA sur les politiques énergétiques mexicaine et canadienne.

En résumé, nous retrouvons dans l'ouvrage édité par R. Grinspun et M.A. Cameron une diversité de problèmes et de points de vue ainsi que de niveaux d'analyse. Malgré cela, nous pouvons constater que la création de la zone de libre-échange nord-américaine va apporter aux États signataires non seulement des bénéfices, la théorie de l'intégration économique les avait identifiés, mais aussi des inconvénients. Il est possible de diminuer ou d'éviter ces derniers effets à condition que les gouvernements harmonisent leurs politiques.

Elzbieta JANTON-DROZDOWSKA

Adam Mickiewicz University,
Poznań, Pologne

L'économie de l'Afrique.

HUGON, Philippe.

Paris, Éditions La Découverte, Coll.
«Repères, no. 117» 1993, 128p.

Ce petit ouvrage paru dans la Collection *Repères* tombe bien à propos. À un moment où les développements en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique tendent à occuper les devants de la scène internationale, et où les problèmes de développement sont principalement considérés sous le prisme de la logique du marché, une analyse spécifique de la crise

africaine, aussi brève soit-elle, s'avérerait plus que nécessaire.

Philippe Hugon nous propose une analyse des neuf régions que comporte l'Afrique subsaharienne tout en évitant le dilemme entre le cas par cas ou la généralisation simplificatrice. Sa solution réside dans l'adoption de ce que Fernand Braudel a défini comme les trois différents temps de l'histoire. Le temps long réfère dans la première partie aux tendances lourdes de l'histoire de l'Afrique, de l'époque coloniale à nos jours. Le temps conjoncturel permet, dans la seconde partie, de saisir les dynamiques sociales au quotidien qui reproduisent et adaptent le contexte africain. Enfin Hugon porte en troisième partie les lunettes de l'historien du temps événementiel pour analyser les politiques économiques et les trajectoires possibles de l'Afrique.

Pour Hugon, la présente crise ne prend tout son sens que si elle fait référence aux ruptures et permanences qui ont marqué le développement de l'Afrique durant l'ère coloniale. Mais ce passé colonial ne saurait se résumer à l'imposition par l'extérieur de modèles de développement extravertis. Si l'influence des puissances coloniales a laissé des marques indélébiles sur les structures de production, d'échanges et de distribution, cela s'est fait au fil de périodes de colonisation distinctes – la période mercantiliste et celle de la colonisation directe – et à travers des dynamiques locales spécifiques. Cette approche non seulement permet de comprendre l'impact différencié du colonialisme selon que l'organisation des sociétés est basée sur un système

lignagère ou étatique mais encore, elle redonne une histoire aux sociétés africaines trop souvent décrites par leur simple «fonction de reproduction, ignorant la monnaie et les innovations» (p. 11). Suivant ce survol historique on retrouve une analyse des éléments de la crise actuelle : blocage de l'accumulation, dysfonctionnements financiers et marginalisation extérieure. Ces manifestations résultent de développements directement reliés au modèle économique dominant en Afrique, soit l'économie de plantation ou l'exploitation minière, soit un modèle d'accumulation non productif.

À l'analyse structurelle de cette première partie succède l'étude de la dynamique sociale qui se tisse en deça des statistiques et des tendances lourdes. Les logiques redistributives et les dynamiques reproductives qui existent dans les sociétés africaines constituent à la fois des soupapes de sûreté dans les conditions de crise qui prévalent, et des éléments d'aggravation de celles-ci. Ainsi elles contreviennent aux logiques exclusivistes mais encouragent les activités non productives, la croissance démographique et l'explosion urbaine. Ces dynamiques contradictoires font dire à l'auteur qu'on ne retrouve en Afrique ni d'*homo oeconomicus*, ni d'*homo africanus*, ces idéaux-types forgés dans des modèles de rationalité marchande ou de hiérarchie sociale.

Dans la troisième partie, Hugon fait le bilan des politiques et trajectoires économiques adoptées par l'Afrique et les perspectives d'avenir. Se penchant notamment sur la politique de libéralisation impulsée de l'extérieur et les programmes d'ajuste-

ment structurel mis en place, Hugon est forcé d'admettre qu'ils ne sont pas efficaces à court terme. La raison principale étant qu'ils ne tiennent pas compte de la diversité des modes de spécialisation et des régimes d'accumulation. Cela dit, l'avenir n'est pas perdu pour l'Afrique; cette crise est au contraire l'occasion de rendre les Africains responsables de leur développement. Cela doit se faire sur des bases d'une économie mixte, combinant les logiques et les structures du marché à celles plus spécifiquement liées aux dynamiques sociales ambiantes. Pour Hugon, et c'est là sa conclusion principale, le développement durable en Afrique doit s'appuyer sur des ancrages culturels et sociaux qu'offrent les sociétés africaines vues du dedans.

L'analyse que nous offre Hugon dans ces quelques centaines de pages relève d'un double défi. C'est un défi d'abord que d'analyser en un peu moins de cent vingt-cinq pages la problématique de la crise actuelle en Afrique. Et fonder cette analyse sur une prise en compte des facteurs internes et externes des questions de développement constitue un autre défi de taille compte tenu de la diversité des situations. À la lecture du texte, des tableaux et des encadrés sur des sujets pointus et fort à-propos, tels que les finances informelles, le cas exemplaire de l'île Maurice ou encore les fondements de la rationalité micro-économique, on peut conclure que le premier défi a été relevé avec succès. Le deuxième défi par contre n'a été que partiellement relevé. L'approche historique est court-circuitée par des concepts analytiques ahistoriques, telle la notion de dualisme qui empêche l'auteur de saisir

l'ampleur de l'articulation entre les activités économiques locales et les secteurs intégrés au marché mondial. Tel est le cas également de la division entre l'Afrique du Nord et subsaharienne qui est prise pour acquise plutôt qu'expliquée historiquement. Ces lacunes se répercutent enfin sur l'analyse des enjeux actuels et futurs; en insistant sur la reconstitution des États en Afrique, l'auteur remplace la notion de spécificités historiques avec celle du rétablissement de l'ordre tenue par le discours traditionnel dominant. Malgré ces lacunes, provenant en partie du caractère succinct de l'analyse, cet ouvrage vaut d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique, ne serait-ce que pour les questions et les pistes de recherches qu'il suggère.

Hélène PELLERIN

*Department of International Relations
Université d'Amsterdam, Pays-Bas*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

Pursuing Postdependency Politics: South-South Relations in the Caribbean.

ERISMAN, Michael, H.
Boulder, Lynne Rienner Publishers,
1992, 176p.

Le dernier ouvrage de Michael H. Erisman aborde l'épineuse question des nouvelles perspectives de développement des États du bassin des Antilles, membres du CARICOM. La problématique développée par l'auteur met en relief les principaux enjeux de développement auxquels sont confrontées les anciennes colonies anglaises des Antilles. Sur le plan théorique, l'auteur développe un cadre analytique fortement inspiré des tra-

voux qui découlent des théories de la dépendance.

Erisman commence par dresser un profil des principales caractéristiques de la région pour ensuite présenter, dans le deuxième chapitre, la pierre angulaire de son argumentation: le phénomène de la dépendance représente encore le principal obstacle à l'émancipation des États de la région. Le modèle proposé par l'auteur montre la voie à suivre pour rompre progressivement avec une situation où les États de la périphérie demeurent dans l'incapacité de formuler des politiques autonomes de développement. La pénétration et la domination des systèmes politiques des États de la périphérie par les grandes puissances industrielles, de même que la nature des rapports entre le Nord et le Sud, seraient à la base de l'érosion de la souveraineté et des difficultés économiques des pays moins développés comme ceux des Antilles. Dans cette optique, la mise en place d'une stratégie de diversification des réseaux de relations économiques et politiques, selon un axe sud/sud, devrait permettre aux États moins développés d'accroître leur pouvoir de négociation sur la scène internationale, pour ainsi opérer un renversement structurel significatif dans la nature de leurs relations avec les pays industrialisés. Les trois derniers chapitres de l'ouvrage font le pont entre le modèle théorique développé par l'auteur et l'expérience concrète des pays du CARICOM. Plus spécifiquement, l'auteur retrace l'évolution de la stratégie de diversification déployée par les pays du CARICOM jusqu'à nos jours, et les facteurs significatifs propres à influencer la mise en application d'une telle stratégie.